2
décembre
2013

Loi sur la redistribution du produit de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales entre les communes

Etat au
1^{er} septembre 2023

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,
sur la proposition du Conseil d'Etat, du 4 novembre 2013,
décète:

Article premier¹⁾ Le 33% du produit de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales est redistribué entre toutes les communes en proportion du nombre d'emplois recensés sur le territoire de chacune d'elles.

Art. 2 Le Conseil d'Etat règle les modalités d'application de la présente loi.

Redistribution de
la part du produit
extraordinaire au
canton et aux
communes

Art. 2a²⁾ En 2024, la part du produit qualifiée d'extraordinaire au sens de l'article 2c, alinéa 2, est allouée aux communes selon les modalités fixées à l'article premier.

a) base de calcul

Art. 2b³⁾ ¹La part du produit qualifiée d'extraordinaire se détermine sur la base des recettes fiscales communales suivantes, après déduction de la première redistribution selon l'article premier:

- a) les tranches facturées de la période fiscale concernée;
- b) les bordereaux soldes facturés durant la période fiscale concernée.

²Les comptes annuels de chaque commune pour l'année 2022, après l'attribution prévue à l'article premier, sont la référence.

³Les recettes fiscales sont déterminées pour chaque commune.

b) détermination
des recettes
fiscales et du
produit
extraordinaires

Art. 2c⁴⁾ ¹Les recettes fiscales communales des impôts sur le bénéfice et le capital des personnes morales, définies selon l'article 2b, alinéa 1, sont qualifiées d'extraordinaires lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- a) l'impôt communal annuel par habitant est supérieur à 800 francs, et
- b) l'accroissement des recettes fiscales est supérieur à 15% pour l'année 2024, par rapport à l'année de référence.

²La part du produit qualifiée d'extraordinaire est constituée par la part des recettes fiscales dépassant la plus élevée des deux limites prévues à l'alinéa 1.

FO 2013 N° 51

¹⁾ Teneur selon L du 27 mars 2019 (FO 2019 N° 15) avec effet au 1^{er} janvier 2020

²⁾ Introduit par L du 28 juin 2023 (FO 2023 N° 27) avec effet au 1^{er} septembre 2023

³⁾ Introduit par L du 28 juin 2023 (FO 2023 N° 27) avec effet au 1^{er} septembre 2023

⁴⁾ Introduit par L du 28 juin 2023 (FO 2023 N° 27) avec effet au 1^{er} septembre 2023

Art. 3 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Art. 4 ¹La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

²Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Loi promulguée par le Conseil d'Etat le 21 janvier 2014.